CANADIAN RESEARCH INSTITUTE FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN
INSTITUT CANADIEN DE RECHERCHES SUR LES FEMMES

ÉDITION SPÉCIALE :
RAPPORT DE CRIAW-ICREF SUR LA 67IÈME SESSION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME DES N.U.

CONTEXTE : Qu'est-ce qui se passe à la CSW ?

Contents

CONTEXTE : Qu'est-ce qui se passe à la CSW ?

Événement parallèle de CRIAW-ICREF

Réflexions des membres du Comité des N.U. de CRIAW-ICREF

La Commission de la condition de la femme (CSW) fait partie du Conseil économique et social (ECOSOC) des Nations Unies. Établi en 1946, il s'agit d'un organe intergouvernemental mondial d'élaboration de politiques, consacrées exclusivement à la promotion de l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation des femmes, avec le mandat de formuler des recommandations à ce sujet dans les domaines économique, social, civil, politique et éducatif. Lors de ces réunions annuelles de deux semaines à New York, des représentantes des États membres des Nations Unies, des entités des Nations Unies et des ONG[1] accréditées par l'ECOSOC de toutes les régions du monde discutent des sujets largement axés sur le thème prioritaire de l'année et le thème à réviser (le thème prioritaire de l'année dernière). La CSW fournit des conclusions concertées à la fin des réunions, les résultats des négociations entre les États membres, présentant alors un cadre politique mondial pour la mise en œuvre des droits des femmes par les États du monde entier au cours des prochaines années. Les négociations sont fermées, bien que certains États membres comprennent des représentantes de la société civile parmi celles présentes. Au cours des sessions ouvertes de la CSW, principalement dans les bâtiments de l'ONU, les États membres, parfois en collaboration avec des entités des Nations Unies, telles que l'Organisation internationale du Travail (OIT) ou ONU Femmes, ont des événements en marge[2] liés au thème. Ces événements incluent souvent des présentations d'expertes provenant du monde entier sur le thème. Parce que les événements sont souvent moins politiquement motivés que les déclarations officielles d'un État, ils peuvent être particulièrement utiles pour comprendre les problèmes abordés. Il existe également des possibilités pour les États et les organisations de la société civile de faire de brèves déclarations publiques liées au thème. Certains États s'engagent à organiser des séances d'information pour les ONG de leur pays, mais l'ONU ne prévoit aucune disposition formelle. Nous sommes

Sculpture « Non-Violence » à l'extérieur du siège de l'ONU, à New York.

[1] CRIAW-ICREF est une ONG accréditée.

[2] Nous avons décidé de faire une distinction entre les « événements parallèles » tenues par les États membres et « les événements parallèles » tenues par les ONG à l'extérieur de l'ONU. En anglais, il existe une distinction entre les deux types d'événements (side events et parallel events), mais les deux sont officiellement traduits par événements parallèles.

heureuses que le Canada organise ces séances d'information informelles, qui se tiennent, nécessairement, dans un couloir.

En même temps que les activités officielles de la CSW, le Forum NGO CSW offre l'occasion aux organisations de femmes féministes et militantes de se rencontrer dans des endroits relativement proches de l'ONU sans avoir besoin d'une accréditation ECOSOC. Les sessions du Forum s'appellent « des événements parallèles » et sont présentées par des représentantes de la société civile de nombreuses régions du monde. De plus, NGO CSW/NY organise des réunions d'information quotidiennes de la société civile, des séances de formation au plaidoyer, des séances d'orientation régionale des ONG, des réunions de caucus régionaux, une foire artisanale, un rassemblement ou une marche, une réception et une journée de « consultation » (ou d'orientation) juste avant que la CSW commence.

Session d'ouverture de la CSW67 de l'ONU – 6 mars 2023.

Il y a généralement plus d'une douzaine d'activités simultanées parmi lesquelles choisir chaque jour. Le fait que les événements en marge et les événements parallèles fonctionnent selon des horaires différents ne fait qu'accroître l'obstacle de décider où aller à tout moment. Un autre défi est l'espace : il n'est pas toujours possible de se serrer dans la pièce, bien que certaines des sessions de la CSW sont diffusées dans des salles de débordement ou en ligne, afin de résoudre ce problème.

Le thème prioritaire de la CSW67 était **« L'innovation et le changement technologique, et l'éducation à l'ère numérique pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles »**. Le thème à réviser de la CSW67 a été intitulé **« Défis et opportunités dans la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural (conclusions concertées de la soixante-deuxième session) »**.

Événement parallèle de CRIAW-ICREF

La technologie : outil de justice sociale ou de contrôle?

Poster de l'événement parallèle organisé par CRIAW-ICREF.

Ce résumé est basé sur l'événement parallèle participatif « La technologie : outil de justice sociale ou de contrôle? », tenu par CRIAW-ICREF, dans le cadre du Forum NGO CSW67, le 16 mars 2023. Cet événement a eu lieu sur Zoom.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont souvent considérées comme neutres, mais il est bien établi qu'elles reproduisent les inégalités, la discrimination systémique, le racisme et la misogynie. L'événement parallèle a porté sur la manière dont les TIC sont utilisées par les grandes entreprises de technologie (« *Big Tech* »)[1] et par les gouvernements pour maintenir le pouvoir et reproduire les inégalités, et sur la manière dont nous pourrions utiliser les principes féministes pour élaborer un cadre réglementaire de responsabilisation.

Cet événement interactif a favorisé le partage de connaissances et le réseautage, pour renforcir la réflexion collective des féministes sur le potentiel transformationnel et sur les limites de l'utilisation des TIC. L'événement a fourni un espace aux féministes de différentes régions pour discuter collectivement des situations locales et internationales et d'élaborer des stratégies.

L'événement a débuté avec les présentations de Noura Aljizawi et de Rhiannon Wong. Noura Aljizawi est chercheure principale au Citizen Lab, à l'École Munk des affaires internationales et des politiques publiques de l'Université de Toronto. Rhiannon Wong est la responsable du projet Sécurité technologique Canada chez Hébergement Femmes Canada. Après les présentations, les participantes ont été invitées en petits groupes dans des « breakout rooms ». Les participantes se sont ensuite rassemblées à nouveau et les animatrices des groupes de discussion ont présenté ce qui avait été discuté.

Le rapport suivant résume les présentations des oratrices et quelques-unes des contributions notables issues des discussions en petits groupes.

Noura Aljizawi

Noura Aljizawi a parlé du rôle des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans la promotion de la justice sociale ou du contrôle. Elle a également abordé la question de la responsabilité dans la prévention de la violence facilitée par la technologie.

Noura a précisé que les analyses du potentiel des TIC pour les mobilisations féministes doivent reconnaître que ces technologies sont souvent cooptées. Les États et les acteurs étatiques utilisent souvent les TIC pour contrôler et surveiller les membres de la société civile et les journalistes, en particulier celles et ceux qui contestent l'autorité de l'État ou qui cherchent à dénoncer les abus de pouvoir. Ces menaces sont souvent fondées sur le genre. Les femmes et les personnes LGBTQ sont particulièrement désavantagées ; ces groupes sont les plus susceptibles d'être ciblés par des tactiques de contrôle et de surveillance et sont particulièrement vulnérables face à la violence facilitée par la technologie.

Les régimes autoritaires utilisent la répression numérique transnationale pour étendre leur pouvoir sur les groupes marginalisés et pour cibler et intimider les dissidents, les activistes et les défenseuses des droits humains en exil. Les défenseuses des droits de la personne sont la cible de logiciels espions, de cyberharcèlement et de chantage, et reçoivent des menaces contre les membres de leur famille qui vivent encore dans leur pays d'origine. Dans les démocraties libérales, les femmes qui travaillent dans la sphère publique, telles que les journalistes et les activistes, font de plus en plus l'objet de surveillance et de harcèlement numériques. Cela comprend notamment des tentatives de piratage et de diffusions d'informations personnelles sur les médias sociaux. Ces tactiques limitent la participation des femmes au débat public et mettent leur intégrité physique en péril.

Les TIC ont également été utilisées par les militantes féministes comme outil d'activisme et de militantisme. Elles utilisent les médias sociaux pour entrer en contact les unes avec les autres, pour partager des informations et pour se mobiliser. Les féministes utilisent ces plateformes pour faire entendre leur voix et pour exiger davantage de transparence et d’imputabilité de la part de ceux qui détiennent le pouvoir.

Noura a souligné que bien que les gouvernements et les grandes entreprises de TIC jouent un rôle important dans la prévention de la violence facilitée par la technologie, il faut aussi reconnaître le pouvoir qu’ont les mouvements communautaires de les en tenir responsables. Les activistes et les mouvements féministes doivent continuer de revendiquer un cadre juridique qui tienne compte des dynamiques de pouvoir et des répercussions spécifiques au genre de la technologie, et qui reconnaisse différentes perspectives. Nous pouvons faire en sorte que la technologie soit développée d'une manière qui reflète les valeurs et les principes féministes et qui priorise la sécurité et l'autonomie de tous les utilisatrices et utilisateurs.

Rhiannon Wong

Rhiannon Wong a présenté le projet Sécurité technologique Canada, de Hébergement Femmes Canada (HFC), qui offre aux professionnelles des refuges et des programmes de transition, ainsi qu'aux survivantes qui accèdent à ces programmes, des informations et des ressources permettant d'atténuer les effets de la violence fondée sur le genre facilitée par la technologie.

Les résultats de ce projet ont confirmé que si l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) par les mouvements féministes permet à un plus grand nombre de personnes de s'impliquer dans le mouvement, la participation reste limitée en raison d'un manque persistant d'accès adéquat et abordable à cette technologie. C'est le cas de nombreuses personnes vivant dans des communautés rurales, isolées ou autochtones, qui ne peuvent prendre part à ces mouvements ou accéder aux ressources en ligne.

Rhiannon a affirmé que la violence fondée sur le genre facilitée par la technologie est complexe. Ce n'est pas la technologie qui pose problème, mais plutôt la violence elle-même. Même si l'accès aux TIC était retiré aux auteurs de violences, ceux-ci continueraient probablement à commettre des abus sous d'autres formes. Une approche multiple est donc nécessaire pour prévenir la violence et l'exploitation facilitées par les TIC au Canada. Il faut exercer une pression sur les entreprises de TIC, les forces de l'ordre et les juges, et redoubler d'efforts pour que les auteurs de violences soient tenus responsables de leurs actes. Rhiannon a fait valoir que, bien qu'il existe plusieurs recours légaux et civils en cas de comportement violent et abusif, les survivantes et les travailleuses de première ligne ne disposent que de moyens limités pour obtenir ces recours dans les cas où les TIC sont utilisées pour perpétrer de la violence.

Les politiques et les pratiques de l'État doivent être réformées afin que cette forme de violence et d'exploitation soit adéquatement prise en charge. Les travailleuses de première ligne et les survivantes confrontées à la violence fondée sur le genre facilitée par la technologie doivent être réellement consultées afin d'améliorer la réponse du gouvernement canadien à ces formes de violence.

À l'issue de leurs présentations, Noura et Rhiannon ont convenu que si son incidence varie en fonction de la situation sociale et géographique des femmes, la nature de cette violence misogyne reste la même d'une région à l'autre. Noura a précisé que cela s'explique par le fait que nous vivons dans un système mondial patriarcal. Cependant, les similitudes facilitent également la capacité des féministes à établir une solidarité mondiale et à s'unir pour lutter contre ces violences dans le monde entier.

Discussions en petits groupes

Après les présentations, les participantes ont été divisées en deux groupes pour une discussion de 25 minutes sur le sujet. Ces discussions ont permis de nombreuses contributions importantes, mais voici un aperçu des réflexions :

- Certaines participantes se sont inquiétées de la violence encodée dans la technologie que nous utilisons et de la façon dont elle aggrave la violence et l'oppression qui existent déjà hors ligne.
- Une participante a estimé qu'il est important pour les féministes de pouvoir contrôler la manière dont nos messages sont communiqués et de prioriser la sécurité, la vie privée et l'exactitude en ligne.
- Certaines participantes ont estimé qu'il était nécessaire d'enseigner la littératie numérique, la sécurité et le consentement dès le plus jeune âge et tout au long de la vie adulte.
- Certaines participantes ont reconnu l'importance de protéger l'empreinte numérique des utilisatrices contre le ciblage et l'exploitation, car elle peut constituer un risque pour les féministes qui s'expriment en ligne.

Conclusion

Cet événement parallèle est une contribution aux nombreuses autres discussions féministes qui doivent avoir lieu à propos des TIC. Comme les présentations et les discussions en petits groupes l’ont démontré, ce n’est que le début de la montée de l’analyse et du travail féministes.

Si vous souhaitez en savoir plus sur les présentations et les discussions de groupe, consultez l'enregistrement de l'événement sur notre site web.

Réflexions des membres du Comité des N.U. de CRIAW-ICREF

Jackie Neapole, directrice générale de CRIAW-ICREF

Cette année, CRIAW-ICREF a eu la chance de pouvoir soutenir une délégation de sept membres pour assister à la CSW. Nos sept déléguées comprenaient quatre membres du personnel de CRIAW-ICREF, des membres du conseil d'administration et des membres de longue date.

Lors de cette CSW, j'ai passé la plupart de mon temps à assister aux sessions officielles, y compris les sessions d'ouverture et les tables rondes ministérielles sur le thème prioritaire. En général, je passe un peu de temps à assister à une combinaison d'événements en marge, d'événements parallèles et de sessions officielles, mais cette année, j'ai décidé de concentrer mon attention sur les sessions officielles. Le fait d'être complètement submergée par les sessions officielles était pour le moins intéressant. Elle offre une perspective sur le travail qu'il nous reste (beaucoup !!!) et aussi quelques (très petits) exemples de développements et de pratiques prometteurs à l'échelle mondiale, tous issus des positions officielles des États membres. Je dois dire que c'était plutôt épuisant, et je suis reconnaissante d'avoir eu l'occasion de discuter, d'analyser et d'élaborer des stratégies avec mes sœurs féministes au sein de CRIAW-ICREF.

Notre délégation comprenait des membres qui assistent aux réunions depuis près de 30 ans et d'autres qui y assistaient pour la première fois. Il y avait non seulement des niveaux d'expérience différents à cet égard, mais aussi une diversité d'âge. Notre délégation comptait des membres âgées de 20 à 80 ans ! Le partage de perspectives et d'analyses diverses au sein d'une délégation multigénérationnelle nous a apporté à toutes une richesse et une profondeur dans les questions urgentes débattues à la CSW, qu'il est difficile d'obtenir autrement. Non seulement ce partage des connaissances entre générations a renforcé notre analyse, mais il a également fourni une merveilleuse occasion de partager l'histoire de l'évolution du processus au cours des nombreuses décennies, et a ouvert la discussion sur ce qui est possible. Il est essentiel de savoir ce qui a été fait auparavant, ce que les activistes ont défendu pour progresser et pourquoi cela a été efficace (ou non) pour maximiser notre activisme féministe à travers le temps et les générations.

En lisant le rapport de notre délégation, vous verrez que nos déléguées ont des intérêts différents pour les types d'événements auxquels elles souhaitent assister, des perspectives différentes sur les défis et les opportunités auxquels nous sommes confrontées avec la technologie, sur la manière de les résoudre, et sur la voie à suivre à partir de maintenant. Je suis toujours très touchée par l'importance d'un échange de connaissances intergénérationnel pour l'activisme féministe et je suis heureuse que CRIAW-ICREF soit en mesure de créer cet environnement favorable au partage des connaissances et à l'éducation, et que nous puissions le partager avec vous ici.

Maitland Shaheen, présidente du Comité des N.U. de CRIAW-ICREF

La 67e Commission de la condition de la femme (CSW67) et le Forum NGO CSW67 ont marqué la première fois en quatre ans que les États membres, leurs représentantes et délégations officielles, les organisations à but non lucratif et les membres de la société civile se sont réunis en personne pour le forum annuel de l'ONU consacré à la poursuite de l'égalité entre les genres dans le monde entier. En mars dernier, la délégation de CRIAW-ICREF est venue de tout le Canada pour se réunir à New York et pour assister aux discussions et aux débats officiels, aux événements en marge organisés par les États et aux événements parallèles organisés par les ONG, sur un large éventail de sujets.

Notre délégation comprenait des membres de longue date du Comité des Nations Unies, ainsi que des membres du personnel et du conseil d'administration de plus en plus nombreuses de CRIAW-ICREF. L'une des plus grandes forces de notre organisation est son groupe d'employées, de membres du conseil d'administration et de bénévoles dévouées et intergénérationnelles. En tant que jeune féministe, je n'ai jamais quitté une réunion ou un événement de CRIAW-ICREF sans me sentir inspirée par les femmes qui ont permis à CRIAW-ICREF de persister pendant près de cinq décennies. Je suis reconnaissante pour l'espace, la sagesse et le savoir précieux que les femmes de CRIAW-ICREF continuent de partager avec moi.

Après plus de trois ans de travail à distance, la Commission de la condition de la femme a servi d'opportunité au Comité des Nations Unies de CRIAW-ICREF de se réunir et d'apprendre les unes des autres, et aux militantes féministes de partout dans le monde de mieux comprendre comment nous pouvons soutenir le mouvement féministe à partir de notre emplacement actuel.

Manifestation pour la JIF en dehors du siège de l'ONU.

En tant que militante passionnée de la santé et des droits sexuels et reproductifs, la CSW67 m'a également permis d'entrer en contact avec d'autres militantes qui continuent de lutter contre les obstacles juridiques, sociaux et économiques aux droits et à la justice reproductifs. Assister à une conférence sur les droits des femmes au siège des Nations Unies dans un pays dont la Cour suprême a récemment réduit à néant des décennies de droits à l'avortement obtenus de haute lutte a été une expérience paradoxale - une expérience que je chérirai et dont je me souviendrai toujours, mais je souhaiterais qu'elle n'ait pas lieu d'exister.

Les célébrations officielles de la Journée internationale de la femme de l'ONU en particulier ont donné l'impression, comme de nombreux rassemblements féministes, d'être à la fois urgentes, exaspérantes, accueillantes, fières et énergisantes. Alors que les droits à l'égalité des genres continuent d'être attaqués de multiples façons à travers le monde, des événements tels que la CSW permettent aux féministes de se réunir, d'élaborer des stratégies et de raviver l'ardeur nécessaire pour poursuivre notre combat.

La Commission de la condition de la femme reste un forum crucial pour les féministes du monde entier, qui nous permet de nous rassembler et de renforcer nos mouvements, mais elle reste inaccessible pour la plupart des militantes du monde entier. J'ai l'immense privilège d'avoir participé à deux forums de la CSW en tant que présidente du Comité des Nations Unies de CRIAW-ICREF, et surtout d'avoir pu me rendre à New York pour assister en personne à la CSW67. Bien que nous soyons toujours loin d'une solution, j'espère que la nouvelle nature hybride de la CSW et du Forum NGO CSW permettra à davantage de féministes de prendre part à ces échanges historiques de connaissances et de solidarité.

Aux côtés des incroyables bénévoles, du conseil d'administration et du personnel de CRIAW-ICREF, le Comité des Nations Unies continuera d'appliquer notre savoir collectif au mouvement féministe par le biais de notre travail national et international. Merci à toutes celles qui ont milité avec CRIAW-ICREF lors de la CSW67, et j'attends avec impatience la CSW68.

Nayyar Javed, membre du comité des N.U. de CRIAW-ICREF

Étant donné l'importance du numérique de nos jours, le thème prioritaire de cette session était très actuel. La technologie numérique a confronté les femmes et les filles à des défis supplémentaires et a aussi offert certaines opportunités. Toutefois, la nature des dangers que comporte cette technologie fait contrepoids aux possibilités qu'elle offre. Les critiques et les expertes de ce domaine considèrent que cette technologie a un potentiel révolutionnaire, à la fois pour inaugurer un nouvel ordre mondial favorisant le bien-être humain et à la fois pour constituer une menace existentielle, comme le perçoit le philosophe suédois Nick Bostrom. Compte tenu de la pertinence de la technologie numérique et de son incidence sur les femmes et les jeunes filles, on peut se demander si cette session a répondu de manière adéquate à ces questions. Dans ce qui suit, j'ai essayé d'explorer le contenu des discussions et des propositions survenues lors des activités de la CSW67 afin d'évaluer si cette session a permis d'aborder les questions relatives à la technologie numérique.

Le format hybride de la session a permis à plus de sept mille femmes du monde entier d'y participer. J'ai été ravie de voir un plus grand nombre de jeunes femmes, en particulier des pays du Sud. Le mode hybride de la session a permis à de nombreuses femmes de participer en ligne car elles ne pouvaient pas se rendre à New York pour de nombreuses raisons, notamment le refus de leur visa par le gouvernement américain. Néanmoins, j'ai constaté la différence dans la qualité de l'impact que nous avons les unes sur les autres lorsque nous nous

rencontrons en personne plutôt qu'en ligne. Être entourée de ces femmes fut une expérience merveilleuse.

Parmi les nombreuses activités menées par la Commission de la condition de la femme, il y a eu les négociations intergouvernementales pour discuter du contenu du document final de la session avant l'événement. Comme ces dernières années, la société civile a été exclue des négociations intergouvernementales, ce qui a limité notre lobbyisme et notre influence sur le document final. Le document final, connu sous le nom de « conclusions concertées », présente de nombreuses et graves lacunes. À mon avis, l'exclusion de la société civile est l'une des raisons de ce manque. Les contextes géopolitiques et l'absence récurrente de volonté politique de la part de tous les États membres y ont également contribué.

Il y a également eu des sessions qui ne faisaient pas partie de la Commission. Comme toujours, j'ai essayé d'assister à certaines d'entre elles pour comprendre les contextes géopolitiques dysfonctionnels qui façonnent notre monde. L'une de ces sessions portait sur l'utilisation de la technologie numérique dans l'espace. Cela m'a aidé à comprendre pourquoi de nombreux philosophes et même des expertes et des critiques de la technologie numérique nous mettent en garde contre la menace existentielle que ces technologies représentent ; elles créent la possibilité de faire de l'espace une véritable zone de guerre. Ces possibilités menaçantes n'ont pas reçu l'attention nécessaire pour développer les stratégies indispensables pour exploiter cette technologie afin de faire progresser l'égalité des femmes et prévenir la menace imminente qu'elle représente. En général, la société civile a ignoré l'urgence de mobiliser les femmes pour amorcer des mouvements en faveur d'un changement de paradigme fondé sur les droits humains et sur une vision féministe du monde. Les histoires que nous avons partagées entre nous sur l'utilisation de cette technologie pour promouvoir la haine, la désinformation, la misogynie et le remplacement des êtres humains par des machines auraient pu nous motiver à exiger un changement de paradigme. À l'exception de quelques féministes qui ont au moins eu des conversations à ce sujet, le reste d'entre nous avons choisies de rester silencieuses. Pourquoi avons-nous hésité à exiger un changement de paradigme fondé sur des principes féministes ? C'est une question que nous devons soulever au sein de notre mouvement. Cela reflète-t-il notre assimilation de l'idéologie néolibérale qui nous a enfermées dans nos silos en perturbant nos valeurs fondées sur l'éthique du soin et de la responsabilité ? J'espère me tromper en faisant cette supposition.

Malgré mes préoccupations concernant certaines omissions graves dans la session, j'ai trouvé des raisons d'être optimiste. Les commentaires du Secrétaire général des Nations Unies reflètent une véritable préoccupation pour l'utilisation destructrice de la technologie numérique, la concentration du pouvoir dans les entreprises technologiques et l'augmentation des inégalités en général et de l'inégalité des genres en particulier. L'affirmation d'engagements en faveur des droits humains des femmes dans la conception et l'utilisation des technologies dans les conclusions concertées est l'un des résultats positifs de la session. Les conclusions adoptées reconnaissent également un aspect dialectique de la technologie numérique, qui a été discuté par les expertes et les activistes qui ont étudié son utilisation et ses abus. Selon Nita Farahany, éminente juriste et auteure du livre *The Battle for Your Brain*, cette dialectique est constituée

des énormes possibilités qu’offre la technologie numérique pour « opprimer ou autonomiser » les femmes. Les conclusions concertées font également référence à cette dialectique : « la Commission reconnaît que si cette technologie peut être utilisée pour promouvoir les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des femmes et des filles, elle peut également être utilisée pour perpétuer les stéréotypes de genre, les normes sociales négatives et pour créer un cercle vicieux dans lequel les inégalités sont amplifiées par les outils numériques (...) ». La conclusion concertée identifie l'utilisation de l'intelligence artificielle comme une grave menace pour l’humain en général et pour les femmes et les filles en particulier.

La session a exploré les deux côtés de cette dialectique, mais n'a accordé qu'une attention minimale aux dynamiques de pouvoir dans le monde qui mènent à l'oppression plutôt qu'à l'autonomisation des femmes. Même si une analyse intersectionnelle de la relation entre les femmes et la technologie a retenu l'attention, l'intersection létale de la technologie et du néolibéralisme, du patriarcat et du néocolonialisme était invisible. Passer ces intersections sous silence a dissimulé les dynamiques de pouvoir qui déploient ces technologies non seulement pour opprimer les femmes et les filles, mais aussi pour remplacer les êtres humains par des machines et tenter d'envahir les parties les plus sacrées et les plus intimes de notre esprit. Farahany considère ces tentatives comme une violation de notre « liberté cognitive ». Ignorer cette menace pour notre liberté cognitive nous a empêché d'identifier ses implications dans nos vies, en particulier dans des contextes oppressifs tels que les milieux de travail, les relations familiales, les régimes autoritaires et les institutions religieuses orthodoxes. Nombre de ces milieux ont déjà utilisé la surveillance pour écraser les mouvements de résistance, le potentiel des femmes et des minorités, et les contestations à l'oppression professionnelle. Selon Farahany et d'autres militantes, penseuses et universitaires, les technologies numériques vont ajouter des mécanismes de surveillance aux arsenaux existants. Farahany les considère comme des armes destinées à écraser notre capacité de résistance, en détruisant notre aptitude à rêver.

Malgré cette possibilité effrayante, je suis tentée d’être optimiste. Mon optimisme se fonde sur la résilience et la créativité des femmes, reflétées dans certaines des présentations de mes collègues féministes. Elles ont présenté des analyses et des critiques poignantes ainsi que des récits sur la manière dont les femmes et les filles utilisent les technologies numériques pour construire des réseaux, partager des stratégies de résistance au patriarcat, se solidariser et se mobiliser pour l'activisme et le mouvement féministes. Certaines présentations des pays du Sud ont témoigné d'une incroyable créativité dans les initiatives d'autonomisation des femmes. L'une d'entre elles proposait des solutions féministes, dont une éthique féministe, pour réguler ces technologies afin d'équilibrer les relations de pouvoir et les utiliser à des fins d'innovation dans le secteur de la santé et pour le bien-être de tous les humains. CRIAW-ICREF a présenté une analyse incisive ainsi que des stratégies pour une régulation plus efficace de ces technologies et pour les exploiter au profit de notre mouvement. Les solutions féministes proposées par CRIAW-ICREF et d'autres organisations féministes peuvent nous aider à construire des mécanismes pour renverser les structures qui renforcent l'asymétrie du pouvoir entre l'industrie technologique et les mouvements de justice sociale, comme le mouvement féministe. Cette

asymétrie dans les relations de pouvoir s'est dangereusement infiltrée dans les institutions politiques telles que les États-nations et les Nations Unies. Ces institutions n'ont peut-être pas l'habitude de favoriser l'émancipation des femmes, mais elles nous ont donné l'espace nécessaire pour réclamer du changement. La révolution technologique a considérablement modifié la répartition du pouvoir au profit des entreprises et l'industrie technologique possède maintenant une emprise inquiétante. Ce changement a engendré la nécessité urgente d'un mouvement qui aspire à reprendre le pouvoir à ces géants mondiaux en les réglementant de manière efficace. Les solutions féministes peuvent engendrer cette éventualité tant attendue en forçant l'industrie technologique à baser son travail sur des principes démonétisés et à utiliser ces technologies pour faire progresser l'égalité des femmes, pour améliorer le système de santé, pour le bien-être de l'humanité, et non pour remplacer celle-ci par des machines. Cette urgence nous oblige à repenser la participation égale des femmes dans la prise de décision. Nous devons faire pression pour que la conception et l'utilisation de ces technologies soient guidées par des principes féministes et pour la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Cette nécessité découle de l'utilisation de la technologie numérique pour fabriquer des armes de distraction massive sans aucun encadrement.

Les réflexions sur la 67e session de la Commission de la condition de la femme me poussent à exhorter CRIAW-ICREF à poursuivre son travail historique novateur et à bâtir un mouvement visant à changer le cours de la technologie numérique et à faire pression pour obtenir des mécanismes de régulation solides et contraignants guidés par le CEDEF. Nous pouvons commencer ce processus en élaborant une fiche d'information pour sensibiliser aux difficultés et aux possibilités offertes par cette technologie.

J'exprime ma plus sincère gratitude envers CRIAW-ICREF pour m'avoir donné l'opportunité de faire partie de la délégation envoyée à New York ; ma vie s'en trouve plus riche. Faire partie de CRIAW-ICREF cette année a été un véritable bonheur. J'ai eu l'occasion de rencontrer des jeunes femmes qui, à mon avis, doivent lancer une quatrième vague de féminisme pour lutter contre les problèmes contemporains qui menacent l'existence de notre planète et des humains.

Régine Alende Tshombokongo, membre du Comité des N.U. de CRIAW-ICREF

J'ai participé à la 67ème session de la Commission de la condition de la femme (CSW67) en tant que directrice générale du Centre d'Encadrement pour Jeunes Femmes immigrantes (CEJFI) et membre de CRIAW-ICREF. La thématique de cette session rejoint fortement le virage numérique que le CEJFI a entamé depuis 2016, à travers son projet phare, « *DIGIGIRLZ : les jeunes femmes du numérique codent* ». J'étais émerveillée par la présence en grand nombre à la CSW67 de la Génération Égalité (jeunes) susceptible de façonner et de poursuivre un avenir numérique féministe. Je remercie vivement CRIAW-ICREF de soutenir de notre participation à la session CSW67 en tant que membre de leur délégation.

Nous avons fait un constat. En effet, la question de l'égalité professionnelle et la place des femmes dans le monde du travail sont plus que jamais au cœur de l'actualité. Des efforts restent encore à fournir pour de nombreuses entreprises et secteurs des nouvelles technologies, et particulièrement le numérique, où la féminisation est encore trop faible. Nous vivons dans un monde qui se transforme avec de nouveaux usages, de nouvelles technologies, de nouvelles innovations qui émergent très rapidement. C'est le monde du numérique. Le numérique est partout. Ce secteur est porteur de croissance et d'emplois, offre des meilleurs salaires et représente un levier important de la compétitivité. Les inégalités sur le marché du travail s'expliquent en partie par les différences de trajectoire considérables qui demeurent entre les filles et les garçons au niveau de leur formation.

Cependant au Québec, plus qu'ailleurs au Canada, les immigrants connaissent d'importantes difficultés en termes d'accès à l'emploi. Le projet *DIGIGIRLZ* veut faire bouger les choses en faveur des filles et femmes immigrantes en luttant contre l'illettrisme numérique et la pauvreté des femmes. Son but est donc de les éduquer et de les doter en compétences informatiques afin de leur permettre de saisir les opportunités du 21e siècle. La réduction de l'écart numérique entre les hommes et les femmes est une question urgente autant du point de vue sociale qu'économique.

C'est ce que nous avions entendu tout au long de notre participation à la CSW67.

Depuis la session d'ouverture et la discussion qui s'en est suivi ainsi que les conférences et événements auxquels j'ai assisté, il a été question de rappeler l'importance des initiatives visant à promouvoir l'accès des femmes et des filles à la technique et à l'innovation ainsi qu'à les protéger contre la cyberviolence. La CSW67 était l'occasion d'échanger sur les expériences et les solutions pratiques des pays représentés pour améliorer la situation des femmes et des filles sur le terrain grâce à la digitalisation.

Le Secrétaire général dans son allocution d'ouverture à la CSW67 disait : « Trois milliards de personnes ne sont toujours pas connectées à Internet, dont la majorité est des femmes et des filles dans les pays en développement. » Moi, j'ajoute que cette majorité est constituée des femmes migrantes ou immigrantes, des femmes autochtones ou vivant dans des milieux ruraux ainsi que celles vivant dans des zones en conflits armés « oubliés » comme à l'Est de la République Démocratique du Congo. Car, le conflit a eu un impact très négatif sur les femmes, notamment en ce qui concerne les différentes formes de violence sexiste, la traite des êtres humains, les viols et la dépravation des mœurs due aux mutilations de sexe des femmes. Il y a moyen de se poser la question suivante : Comment l'évolution technologique et numérique atteindra-t-elle les filles et femmes vivant dans des régions en conflit armé ? On a parlé des efforts fournis pour les femmes en Ukraine, en Afghanistan, en Palestine, etc. tout en oubliant des femmes issues de régions du monde où la guerre sévit encore près de 30 ans, en l'occurrence la Rd Congo.

La fracture numérique entre les genres persiste et crée des inégalités économiques et sociales, particulièrement chez les populations marginalisées. Plusieurs autres aspects portant ombrage

à l’égalité des genres ont été épinglés au cours des assises : la paix et la sécurité, les droits des femmes et la santé sexuelle et reproductive à l’ère numérique, registre des enfants fantômes, la violence basée sur le genre facilitée par la technologie, les défis et les besoins spécifiques des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d’asile, les cadres juridiques, la traite des personnes, toutes les formes d’exploitation sexuelle et d’abus des femmes et des filles, ainsi que les mariages d’enfants, que ce soit dans le pays d’origine, pendant le voyage migratoire ou à l’arrivée dans le pays d’accueil, les conflits armés, absence des bases des données, etc.

Dans un monde en mutation rapide, nous avons besoin de solutions numériques dynamiques et innovantes. Avant de se concentrer sur la réduction des écarts entre les sexes dans le domaine de la technologie et de l'innovation, il est important de mieux comprendre comment les aspects liés au genre s’entrecroisent et de promouvoir l’égalité de genre et la dignité humaine. Parce qu'à mesure que la technologie avance, les femmes et les filles marginalisées risquent d’être laissées pour compte. Ceci compromettra sérieusement l’atteinte de l’égalité entre femmes et hommes.

Parmi les échanges ou discussions auxquels nous avons assisté :

Le Secrétariat du Commonwealth et le Centre du commerce international ont organisé un événement sur la réduction du fossé numérique pour les entreprises dirigées par des femmes dans les pays en développement. 46 pays sont concernés. Les participants ont obtenu l'avis de responsables gouvernementaux, d'experts en développement et de femmes chefs d'entreprise qui ont partagé leurs expériences et leurs stratégies pour promouvoir l'accès équitable et égal des femmes à la technologie et à ses avantages, quelle que soit leur situation géographique. L’Allemagne veut mettre l’accent sur l’intersection des femmes autochtones, vivant avec handicap, les veuves, les femmes cheffes des familles en vue de leurs droits et autonomie économiques. Kenya plaide pour l’accessibilité des femmes aux terres agricoles et à la technologie dans les milieux ruraux. Les femmes marocaines de zones éloignées parlent des effets néfastes du changement climatique, de migration et de la perte de leur identité lorsqu’elles perdent leur terre. Elles ont aussi parlé de l’importance de constituer des bases de données et d’utiliser la technologie du gouvernement pour obtenir des informations.

« Atteindre l'égalité dans la prise de décision d'ici 2030 : que faudra-t-il ? » C’est l'événement parallèle sur la représentation égale et inclusive des femmes dans les systèmes de prise de décision (GR40). La GR40 contribuera à renforcer la responsabilisation et à accélérer les progrès vers des systèmes de prise de décision inclusifs et paritaires. Des experts, des défenseurs de l'égalité des sexes et des parlementaires ont parlé de l'état actuel de la représentation mondiale des femmes, des leçons apprises et de la manière d'atteindre et de maintenir la parité des sexes en politique et dans d'autres sphères. Ce sont des représentants de pays suivants : Mexique, Colombie, Afrique sub-saharienne, Kirghizistan, Kenya, Angleterre, Roumanie, Bangladesh, etc.

Pour moi, l’intervention la plus importante fut celle de la représentante de Kirghizistan, qui, en parlant de la violence familiale et de la digitalisation, fut allusion aux femmes oubliées dans les guerres oubliées : « Quand nous parlons des femmes et de zones en conflit, nous oublions de parler des filles nées et grandies pendant la guerre comme les filles de la Rd Congo. La guerre en Rd Congo est parmi les guerres oubliées, mais nous oublions que les femmes vivent dans cette partie du monde. Elles sont tout simplement oubliées. »

Pour l'intégration des femmes et d'autres groupes marginalisés dans le domaine de la technologie, il appartient à toutes les couches de la société de participer à la construction de l’égalité et de la mixité professionnelle. Les gouvernements et les entreprises doivent aider plus activement les femmes à s’épanouir dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Et la participation des organismes communautaires, comme le Centre d’encadrement pour jeunes femmes immigrantes (CEJFI), dans ce domaine de la promotion de l’égalité est plus qu’importante.

La technologie à l’ère numérique doit garantir des opportunités et des droits égaux pour les femmes et les filles, et leur permettre d’avoir les compétences pour participer à son développement et à sa conception, en créant des outils pour un usage sûr et équitable. Au cours de ces réunions, ateliers, discussions, il a été rappelé des avancées importantes déjà en œuvre dans le domaine de l’égalité femme-homme qui sont soutenues par la mise en place de diverses initiatives et actions de promotion, de protection et de participation équitable.

Mélissa Alig, coordinatrice de bureau de CRIAW-ICREF

Je suis reconnaissante d'avoir eu l'occasion de participer à la CSW en personne pour la deuxième fois. Bien que j'aie beaucoup appris lors de ma première session en 2019, il semble que la CSW ne cessera jamais d'être une expérience à la fois éprouvante et enrichissante. Bien que je me sois assurée d'assister aux événements parallèles officiels, j'attendais avec impatience les événements parallèles du Forum NGO CSW67. Entendre des membres de la société civile du monde entier parler de leurs préoccupations, de leurs priorités et de leur travail sur les questions relatives aux droits des femmes demeure ma partie préférée de la CSW.

Les féministes ont partagé des points de vue sur la technologie et le pouvoir, par exemple, comment le manque d’accès à une connexion internet de qualité dans les communautés qui vivent déjà des formes d’oppression intersectionnelles est exploité par les entreprises « *Big Tech* ». Par exemple, lors de l'événement parallèle « Interventions féministes dans les espaces numériques : perspectives d’Asie » (traduction libre), les intervenantes ont expliqué que les personnes qui vivent dans des régions ayant peu ou aucune connexion internet doivent donner leurs renseignements personnels aux compagnies de télécommunication pour pouvoir utiliser le Wi-Fi public gratuit, et que ces compagnies vendent ensuite ces informations et les utilisent à leur profit. Les intervenantes ont insisté sur la nécessité de favoriser la littératie médiatique et informatique, en particulier celle des activistes féministes qui peuvent être ciblées par ces

entreprises et d'autres entités puissantes. Je suis ravie d'avoir eu l'occasion de rencontrer ces militantes féministes et de m'inspirer de leur travail et de leur activisme. Bien qu'entendre parler des injustices flagrantes commises dans le monde et de leurs conséquences sur différents groupes de femmes puisse être difficile, il est énergisant de se réunir entre féministes et de discuter de ces problèmes, de résistance et de solidarité.

Je suis aussi très heureuse d'avoir participé à la CSW67 aux côtés d'un groupe de femmes connaissantes de CRIAW-ICREF et d'autres organisations de femmes œuvrant au Canada. L'expérience n'aurait pas été aussi positive sans avoir pu analyser les événements de la journée avec ces femmes et apprendre d'elles. D'autres membres du Comité des Nations Unies de CRIAW-ICREF m'avaient déjà dit qu'elles avaient remarqué que les opportunités pour la société civile de prendre part à la CSW devenaient de plus en plus rares. C'est quelque chose que j'avais aussi remarqué, même si j'assiste aux sessions de la CSW depuis peu de temps.

Débriefing informel avec les déléguées canadiennes.

En 2019, les déléguées canadiennes ont rencontré des membres de la société civile dans un couloir du siège des Nations Unies pour un compte rendu des négociations sur les conclusions concertées. Elles ont fait le point sur l'état des négociations de certaines questions importantes touchant aux droits des femmes, en rapport avec le thème prioritaire de cette année. Elles ont parlé de conflits quant à l'usage de certains termes ou concepts et de ce que différents États membres défendaient ou condamnaient. Les membres de la société civile ont été informées des procédures et ont pu faire pression sur le Canada pour qu'il soutienne certaines causes ou l'utilisation de certains termes. En revanche, le débriefing de cette année a été l'une des expériences qui a réellement démontré le rétrécissement de l'espace pour le lobbying de la société civile. Lors de la session de débriefing à laquelle j'ai assisté au début de la CSW67, les déléguées canadiennes ne nous ont pas tenues au courant de l'état des négociations. En fait, les déléguées canadiennes présentes n'ont fait aucun compte-rendu sur les négociations en cours. Il a donc été difficile d'entrer en contact avec les déléguées canadiennes et de recevoir des informations de leur part. La parole a plutôt été accordée aux membres de la société civile pour qu'elles fassent part de leurs plans pour la semaine et des événements auxquels elles avaient participé jusque-là. Bien que j'aie apprécié entendre d'autres membres de la société civile, le contraste était frappant avec le débriefing canadien auquel j'ai assisté quelques années plus tôt. Je n'aurais pas su que c'était problématique si d'autres membres de CRIAW-ICREF ne m'avaient pas parlé de leurs

expériences à la CSW, ou si je n'avais pas eu la chance d'y assister moi-même en tant que déléguée de CRIAW-ICREF.

Lors de l'événement parallèle organisé par CRIAW-ICREF, les participantes ont souligné l'importance de se soutenir entre féministes pour résister aux grandes institutions, telles que les entreprises « *Big Tech* » et les États. Elles ont parlé de l'importance de joindre nos forces et de coordonner nos efforts afin que nous puissions transmettre nos messages féministes avec précision et provoquer le changement. Les féministes devront continuer de lutter contre la diminution de l'espace de plaidoyer et se soutenir entre elles en partageant leurs connaissances et leurs ressources, au sein des Nations Unies ainsi qu'en ligne.

N'oubliez pas d'écouter l'enregistrement de l'événement parallèle organisé par CRIAW-ICREF pour en apprendre davantage !

Olivia Atsin, coordinatrice de projet de CRIAW-ICREF

Tout d'abord, j'aimerais exprimer ma gratitude pour cette opportunité d'assister à la CSW67 en personne cette année. Après avoir découvert la CSW et son processus tout d'abord en ligne alors que j'étais la coordinatrice de projet du Réseau canadien Beijing+25, y assister en personne était une expérience totalement nouvelle et très différente.

Honnêtement, la première journée a été un peu étourdissante, surtout quand j'ai réalisé le nombre d'événements qui allaient avoir lieu, les files d'attente qu'il fallait faire parfois pour se procurer un billet, ou tout simplement le nombre de personnes qui entraient dans l'enceinte de l'ONU. J'ai eu vraiment très peur de rater plusieurs événements intéressants ayant lieu à cet important rassemblement. De plus, s'orienter dans la ville de New York et dans l'ONU même était assez intimidant au début, mais une fois que j'ai trouvé mes repères, je peux dire en toute franchise qu'à ce moment, un parcours d'autonomisation et de découverte a commencé.

Je crois que j'ai eu beaucoup de chance d'avoir rencontré des femmes incroyables dans chaque événement auquel j'ai assisté. Chaque fois, une féministe et/ou une activiste s'assoyait à côté de moi; cela s'est avéré être une occasion de réseauter et de parler du travail de CRIAW-ICREF, et de les écouter parler avec passion de leur propre travail. J'y suis allée avec l'objectif de tisser des liens et de rencontrer autant de personnes que possible tout en assistant aux événements qui me semblaient pertinents, et je peux absolument dire que j'ai atteint cet objectif.

Débuter la CSW67 par une séance d'information présentielle pour les déléguées de la société civile canadienne sur les stratégies efficaces d'engagement a été formidable. L'énergie dans la salle était palpable, car tout le monde était surexcité de se retrouver en personne cette année. Après la séance d'information, nous avons eu l'occasion de rencontrer la sénatrice Marilou McPhedran et d'autres ambassadrices du mouvement des femmes. Nous avons d'abord été accueillies par Marney Cuff-Eisenbarth et la sénatrice Marilou McPhedran, puis nous avons

reçu des petites perles de sagesse sur la CSW d'un point de vue diplomatique, ainsi que sur la manière dont les jeunes déléguées peuvent faire une différence à la CSW. Après ce bref aperçu de ce qui m'attendait cette année, c'est avec un esprit curieux et ouvert que j'ai assisté à mon premier événement officiel de la journée. Écouter les trois jeunes pacificatrices partager leurs histoires inspirantes, pleines d'espoir et de résilience en tant que Palestiniennes et Israéliennes travaillant main dans la main, alors que j'assistais à l'événement « Un modèle innovant permet aux jeunes Israéliennes et Palestiniennes de faire avancer la restauration de la paix » (traduction libre), fut très instructif. J'ai adoré les entendre parler de leurs amitiés, de leurs expériences en matière de leadership et de leur activisme social tout en faisant partie de *Tomorrow's Women*, une organisation à but non lucratif qui prépare de jeunes femmes palestiniennes et israéliennes à s'associer en tant que leaders pour promouvoir l'égalité, la paix et la justice pour tous.

Compte tenu du thème de la CSW de cette année, la plupart des événements auxquels j'ai assisté étaient axés sur la technologie. Certains sujets revenaient souvent dans tous les événements auxquels j'ai assisté, surtout l'exclusion et les inégalités qui persistent, spécialement pour les femmes et les filles défavorisées, et la nécessité de continuer à combattre le fossé numérique entre les hommes et les femmes. Les normes sociales, les préjugés et les stéréotypes qui se perpétuent encore aujourd'hui à travers l'émergence de l'IA et sa grande popularité, nous montrent la nécessité d'une participation plus inclusive, et d'amener plus de voix sous-représentées à la table des négociations. Il était intéressant d'apprendre que le Rwanda et la Suède sont co-facilitateurs du Pacte numérique Mondial, lors de l'événement en marge de haut niveau de l'UE : « Un monde égalitaire en termes de genre grâce aux technologies, à la numérisation et à l'IA - quelle est notre feuille de route? » (traduction libre) Au cours de la session, nous avons été informées de la préparation d'un Pacte numérique Mondial, qui sera adopté lors du Sommet de l'avenir de 2024. Globalement, l'objectif principal du pacte est d'établir des critères communs pour un avenir numérique ouvert, libre et sûr pour tous. Le pacte détaillera probablement huit sphères d'intérêt ou questions thématiques qui comportent toutes un aspect essentiel de la diversité et de l'inclusion des genres. Le pacte devrait être humaniste, respectueux de notre diversité et devrait supprimer le paradigme misogyne enraciné. Enfin, l'une des aspirations communes lors de cet événement était que le Pacte numérique Mondial soit transformateur en matière d'égalité des genres.

Il y a tellement d'événements qui pourraient être mentionnés ici, mais je vais mettre l'accent sur ce que j'ai retenu de tous les événements auxquels j'ai assisté. Tout d'abord, la CSW est le principal forum qui permette de mettre la voix des femmes de l'avant et qui puisse servir de plateforme pour mobiliser le soutien politique pour de nombreuses causes. Le fossé numérique entre les hommes et les femmes, les normes sociales biaisées et les stéréotypes se perpétuent encore et nous devons donc continuer de faire entendre les voix sous-représentées. Il est également nécessaire d'adapter et d'appliquer des normes pour un apprentissage en ligne qui tienne compte du genre; d'ailleurs, les services pédagogiques en ligne ne peuvent pas remplacer les professeurs. Le climat est avant tout une question de justice et les politiques climatiques ne peuvent être abordées séparément de la question plus large de la décolonisation et de l'autodétermination des peuples autochtones. Nous devons nous doter d'outils de

vérification standardisés pour garantir à tous un accès inclusif à une technologie de qualité. Nous devons proposer des mesures plus robustes pour lutter contre le racisme, le sexisme et les stéréotypes, et pour protéger les victimes de cyberviolence. Enfin, il faut absolument impliquer les hommes en tant qu'alliés et partenaires dans la transformation des masculinités.

Je voulais assister à autant d'événements parallèles que possible, mais comme c'était ma première fois, je voulais aussi assister à certains événements parallèles pour me faire une idée de la manière dont ils se déroulent. C'était formidable d'avoir les deux options à notre disposition. La seule différence que j'ai remarquée en assistant aux deux, était que les événements parallèles officiels m'ont semblé un peu redondants. Ils n'étaient pas aussi interactifs que les événements parallèles organisés par les ONG. Les oratrices invitées et même le langage utilisé lors des présentations ou des interventions étaient différents. Les événements parallèles étaient plus instructifs et les présentations étaient riches en suggestions, solutions et outils de plaidoyer. Le dernier point que je voudrais soulever est le fait que, parfois, des personnes s'exprimaient sur les expériences des personnes « marginalisées » sans que ces personnes soient présentes, parfois en raison des difficultés encourues par certaines pour obtenir leurs visas, etc. Il y a eu un événement auquel j'étais impatiente d'assister parce que la description mentionnait qu'il s'agissait d'un panel diversifié, mais j'ai été déçue de voir que les femmes africaines qui avaient participé au projet s'étaient vu refuser l'entrée aux États-Unis et n'avaient pas pu se présenter en personne pour parler de leur propre travail.

Dans l'ensemble, ce fut une expérience formidable et, une fois encore, je suis extrêmement reconnaissante d'avoir eu l'occasion d'y assister en personne en tant que déléguée de CRIAW-ICREF.

Amrita Lally, agente des communications de CRIAW-ICREF

Dans l'ensemble, mon expérience de la CSW67 a été très positive et instructive. C'était la première fois que je participais à une conférence de cette taille et de cette envergure, sans mentionner qu'il s'agissait de ma première CSW. Avant d'arriver à New York, j'étais nerveuse. Je suis relativement nouvelle dans mon parcours de féministe et dans mon travail au sein du mouvement, et je me suis donc sentie un peu dépassée par le fait d'être propulsée dans un environnement avec des femmes très bien établies, non seulement dans leurs domaines respectifs, mais aussi en tant que féministes et activistes sociales. J'ai été rassurée dès notre arrivée dans la file pour récupérer nos cartes d'accès du site de l'ONU. L'atmosphère qui régnait dans la très longue file d'attente était tellement positive et déterminée que j'ai vite cessé de m'inquiéter.

L'un de mes principaux objectifs à la CSW67 était de me concentrer sur le plus grand nombre possible de perspectives différentes, d'écouter et d'être présente. Comme je l'ai déjà mentionné, mon parcours au sein du mouvement féministe en est encore à ses débuts, alors le simple fait d'être là et de participer à cet échange de connaissances intergénérationnel fut très gratifiant. Parmi les nombreux événements auxquels j'ai assisté pendant notre court séjour à New York, deux d'entre eux m'ont particulièrement marquée.

Amrita (gauche) et Mélissa (droite) assistent à l'événement de marge « Promouvoir l'égalité des droits sociaux, économiques et politiques des femmes et des filles en Afghanistan ».

L'intérieur de la salle de conférence B, siège de l'ONU.

Le premier événement auquel j'ai assisté était un événement de marge organisé par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, intitulée « Promouvoir l'égalité des droits sociaux, économiques et politiques des femmes et des filles en Afghanistan » (traduction libre). Tout au long de l'événement, chaque panéliste a partagé un témoignage poignant sur la situation des femmes dans leur pays. L'une d'entre elles a qualifié les actes du régime taliban d'« apartheid des genres ». Dès que j'ai entendu cela, je ne pouvais plus m'enlever cette image de la tête - non seulement c'est une observation juste, parce que les Talibans ont essentiellement mis en place un cadre législatif pour empêcher les femmes d'exister et de faire partie de la société, mais cela a également donné au mot « apartheid » une signification très *actuelle* pour moi. Je suis peut-être naïve, mais lorsque j'évoquais ce mot auparavant, c'était toujours dans un contexte historique - il faisait référence à quelque chose d'horrible qui s'était produit dans le passé (même si c'est tout de même récent), avant ma naissance, et la gravité des conditions qu'il décrivait appartenait aussi au passé. Tout au long de cet événement, il fut établi à maintes reprises que les luttes sociales, politiques et économiques des femmes en Afghanistan sont bien réelles et qu'elles se déroulent en ce moment même.

L'autre événement qui a retenu mon attention concernait le conflit israélo-palestinien. Il s'agissait d'un événement parallèle mis en place par l'organisation *Tomorrow's Women*, intitulé « Un modèle innovant permet aux jeunes Israéliennes et Palestiniennes de faire avancer la restauration de la paix » (traduction libre). Cette organisation cherche essentiellement à humaniser le conflit et à donner aux jeunes femmes israéliennes et palestiniennes l'occasion de se réunir et d'apprendre les unes des autres pour tenter de trouver un terrain d'entente et peut-être même la paix. Il y avait trois présentatrices : une jeune Israélienne (Tamar), qui venait de terminer son service militaire obligatoire, une jeune femme originaire de Cisjordanie en

Palestine (Jenan) et une autre jeune femme d'origine arabe, mais qui est née et qui a grandi en Israël (Shams). J'ai été très intéressée par les expériences de ces trois femmes dans les environnements dans lesquels elles ont grandi, mais j'ai été particulièrement fascinée par la façon dont elles ont mis leurs différences de côté et ont pu se réunir et apprendre les unes des autres. Je pense qu'il est important de souligner qu'il y a des êtres humains de chaque côté du conflit, peu importe la politique. Je pense que le rétablissement de la paix passe en grande partie par l'écoute de toutes les parties et la recherche d'une solution.

Dans l'ensemble, j'ai beaucoup appris sur moi-même et sur mon parcours en tant que féministe sur une période assez courte à la CSW67. Je serais honorée de pouvoir assister à une autre CSW et je chérirai toujours l'expérience et les connaissances que j'ai acquises lors de ma participation à la CSW67 cette année.

L'Institut canadien de recherches sur les femmes est un organisme à but non lucratif et un organisme de bienfaisance enregistré au niveau fédéral. Le travail de l'ICREF dépend du soutien de ses membres et donatrices de partout au Canada. On vous prie de supporter les fiches d'information et les travaux de recherche en cours chez l'ICREF.

Ce rapport a été produit par Mélissa Alig, Amrita Lally, et Jackie Neapole.

Traduit par Laurence Bureau Beland et Elizabeth Nguyen.

Canadian Research Institute for the Advancement of Women /
Institut canadien de recherches sur les femmes

250 City Centre Avenue, Suite 807 Ottawa, ON K1R 6K7
Tél. : (613) 422-2188 Courriel : info@criaw-icref.ca

www.criaw-icref.ca